

RUE CARNOT

Intra-muros

Cette rue porte le nom du cinquième président de la République Française. Marie François Sadi Carnot est né à Limoges en 1837, assassiné à Lyon le 24 juin 1894, par un anarchiste italien Santo Caserio, âgé de 20 ans. L'assassinat du président de la République provoqua une immense émotion dans le pays. À Toul, le 7 juillet, seize jours après l'assassinat de Sadi Carnot, le conseil municipal, sur proposition du maire Zéphyr Philogène Leduc, vote une délibération proposant que le nom du défunt président soit donné à une rue. C'est la rue du Change qui fut choisie. Le nouveau président de la République, Casimir Perier, ratifia le vote des élus de Toul.

Polytechnicien, Sadi Carnot, après avoir exercé la profession d'ingénieur, est nommé préfet en 1871 puis il se dirige vers une carrière politique. Député de Beaune, il se voit confier le ministère des Travaux Publics par Dufaure. Dans le cabinet Besson, il dirigera le ministère des Finances. Après la démission de Jules Grévy impliqué dans le scandale des décorations, Sadi Carnot est élu président de la République par le congrès au deuxième tour.



Clemenceau, bien qu'il considérât Sadi Carnot comme un parfait réactionnaire, va favoriser son élection pour faire barrage à Jules Ferry et en mémoire de Lazare Carnot, révolutionnaire et grand-père du nouveau président.

Le scandale « des pots de vin », l'affaire de Panama, les attentats des anarchistes, les frasques du général Boulanger qui en 1889 faillit renverser la République, ne facilitèrent pas le septennat de Sadi Carnot. Une éclaircie tout de même lorsque Sadi Carnot inaugura, le 5 mai 1889, l'exposition universelle et la Tour Eiffel.

Le 9 décembre 1893, un anarchiste du nom de Vaillant lance une bombe dans l'hémicycle de la chambre des députés, blessant le député du nord, l'abbé Lemire. Vaillant qui était un ancien élève des frères de la Doctrine chrétienne fut condamné à mort. Malgré l'intervention des députés socialistes, Sadi Carnot refusa d'exercer son droit de grâce. Il a certainement payé de sa vie son extrême sévérité.

RUE BARON LOUIS

Intra-muros

Lors de la séance du conseil municipal du 9 novembre 1867, un conseiller prit la parole et, au nom de ses collègues, déclara : « *Je m'associe à la pensée de monsieur le maire de Toul voulant contribuer de tout son pouvoir à perpétuer le souvenir du célèbre ministre que la ville s'honore d'avoir vu naître, exprime ma satisfaction que la Grande Rue prenne le nom de rue Louis* ».

Le 14 août 1893 pour éviter toute confusion le conseil rebaptise la rue Louis : rue Baron Louis.

Dominique Louis est né à Toul le 13 novembre 1755. Lui qui se destinait à la prêtrise est reconnu comme un des plus grands financiers de son siècle. Guidé par l'ambition ou l'intérêt du pays, Dominique Louis, ancien diacre, révolutionnaire, qui deviendra baron d'Empire a trahi, comme son ami Talleyrand, tous les régimes dont il a su tirer parti.

Son père était avocat au parlement de Metz ; il avait épousé Marianne Royer. Dominique, après ses études au séminaire de Metz où il reçut les ordres mineurs, est consacré diacre. Il achète, en 1779, une charge de conseiller clerk au parlement de Paris. Sa capacité à comprendre les mécanismes financiers lui confère une renommée dans les milieux parisiens de la finance. En 1785, il se lie avec Charles-Maurice de Talleyrand Périgord, évêque d'Autun, et Dupont de Nemours.

Le 14 juillet 1790, lors de la Fête de la Fédération au Champ



de Mars à Paris, Talleyrand, l'évêque d'Autun, agent général du clergé de France, célèbre la messe devant six cent mille Parisiens en présence de la famille royale. On prétendait que Talleyrand, évêque de son état et futur prince de Bénévent, ne savait pas dire la messe ; qu'importe, son ami Dominique Louis qui l'assistait pendant l'office lui soufflerait les phrases rituelles en cas de défaillance du prélat. Talleyrand, conscient du grotesque de la situation, murmura à Louis « *Tâchons de nous regarder sans pouffer de rire* ».

La même année, Talleyrand, Louis et d'autres fondent la « *Société de 1789* ». Après la fuite de la famille royale et le retour de Varennes qui va précipiter la chute de la royauté, Barnave, ancien président de l'Assemblée Nationale, charge Dominique Louis de rencontrer Louis XVI et Marie Antoinette aux Tuileries. Pendant plusieurs mois, il se rendra au palais, porteur de lettres de Barnave à la reine Marie Antoinette dont on dit qu'il était très épris. C'est pendant le retour

de Varennes où Pétion avait chargé Barnave de ramener la famille royale à Paris, qu'il serait tombé sous le charme de la reine. Barnave s'était mis en tête de sauver la monarchie. Il supplie la reine pour qu'elle obtienne de son frère, l'empereur d'Autriche, qu'il cesse de soutenir les émigrés et que Louis XVI accepte une monarchie constitutionnelle. Barnave échouera dans sa tentative de sauver la royauté et il sera guillotiné le 29 novembre 1793.

Dominique Louis, après avoir été excommunié pour avoir prêté serment à la constitution civile, n'en continue pas moins son jeu dangereux avec le roi et la reine. Louis XVI le charge d'une mission diplomatique en Suède, mais les événements du 10 août 1792 le contraignent à émigrer en Angleterre où il étudiera le système financier mis en place par Pitt.

Après le coup d'État du 18 Brumaire, Talleyrand avec qui il entretenait toujours des relations, lui conseille de rentrer en France. Aidé par son mentor, Louis intègre le ministère de la Guerre, puis la chancellerie de la Légion d'Honneur et entre au Conseil d'État en qualité de maître des requêtes. Le 9 décembre 1809, Napoléon le fait baron d'Empire. Après plusieurs missions, il est nommé conseiller d'État en 1811.

Comme son protecteur l'ancien évêque d'Autun, Louis, après avoir trahi la Révolution, se détourne de Napoléon et accepte le ministère des Finances que lui offre Louis XVIII pendant la première Restauration. En peu de semaines, il rétablit la confiance en reconnaissant les dettes de l'Empire et en lançant un emprunt remboursable en trois ans portant inté-

rêts à 8% et garanti par l'aliénation de trois cent mille hectares de forêts et par la vente des biens communs.

Après le retour de Napoléon, il suit Louis XVIII à Gand. Le baron Louis regardait avec mépris la cour qui entourait Louis XVIII. « *Ces gens là, disait-il, recommencent à dire des bêtises en attendant qu'ils puissent en faire* ».

Après Waterloo, Louis retrouve son portefeuille de ministre des Finances mais démissionne le 26 septembre 1815 lorsque le duc de Richelieu est nommé premier ministre. Le 30 décembre 1818, il accepte de se charger des finances dans le ministère du marquis de Dessolles mais, onze mois plus tard, refusant de voter la nouvelle loi électorale proposée par

Decazes qui prévoit de restreindre le nombre des électeurs, se démet de ses fonctions avec les deux ministres libéraux, le général Dessolles et le maréchal Gouvion Saint-Cyr, lui aussi natif de Toul. Si le baron Louis avait contribué au rétablissement des Bourbons, c'est sans état d'âme qu'il prit une part active au renversement de Charles X.

Pendant la Monarchie de Juillet, par deux fois il dirigera les finances du pays en 1830 et du 13 mars 1831 au 11 octobre 1832. C'est durant ce ministère qu'il prononcera cette phrase que l'histoire a retenue « *Faites-moi de bonnes politiques, je vous ferai de bonnes finances* ». Il est également l'auteur de ces deux autres citations : « *L'État doit être le plus honnête homme de France* » et, à l'adresse

des ministres, « *Gouvernez bien et vous ne dépenserez jamais autant d'argent que je pourrai vous en donner* ».

Le baron Louis a été député de la Meurthe de 1815 à 1824 et député de Paris de 1827 à 1830.

Les amis et les collaborateurs du baron Louis lui reconnaissaient un caractère trempé, irascible, traitant ses subordonnés avec rudesse. Certes l'homme est peu attachant mais il est admis comme un des plus compétents ministres des Finances que la France ait connu. Pair de France, le baron Louis est décédé le 26 août 1837 à Bry-sur-Marne. Il avait acquis une immense fortune qui revint à ses neveux dont l'amiral de Rigny.

RUE DES QUATRE-FILS-AYMON

Intra-muros

Cette rue doit son nom à l'hôtellerie du même nom dont l'existence est mentionnée dans les chroniques toulaises. Au XVIII^e siècle, elle a connu une grande renommée lorsque le propriétaire fit peindre en 1780, sur la façade de son commerce, une fresque représentant les frères Aymon montés sur leur cheval nommé Bayard, cheval qui, selon la légende, avait l'intelligence d'un être humain. Doué d'une force surnaturelle, il avait la faculté d'adapter la longueur de son dos à la charge qu'il devait porter si bien que les frères Aymon, Renaud, Allard, Guichard et Richard, pou-

vaient emprunter leur monture sans problème quand ils devaient fuir la vindicte de Charlemagne.



Cette fresque de grande dimension, 20 m² en mesure actuelle, était l'œuvre de Giron, célèbre peintre toulais qui avait peint un saint Sébastien en 1776. Saint Sébastien était le patron de la compagnie des Cadets Dauphin de Toul ; les cadets figurent sur le tableau. La peinture était accrochée dans la sacristie de la cathédrale.

Aujourd'hui elle se trouve au Musée d'Art et d'Histoire de Toul. Quant à la fresque de l'hôtellerie des Quatre-Fils-Aymon, elle connut un véritable succès ; malheureusement, un siècle plus tard, les frères Aymon et le magicien Maugis qui les suivait, avaient quasiment disparu.

RUE DES DE L'HÔPITAL MILITAIRE

Intra-muros

Cette rue emprunte son nom à l'hôpital militaire construit en 1788 dans le bastion Saint-Léon, sur l'emplacement duquel a été édifié le Centre Rion. De l'ancien hôpital militaire, le portail a été conservé et s'est très bien intégré dans le nouvel établissement.

En 1813, les militaires rescapés de la retraite de Russie, atteints du typhus, y furent soignés. En 1844, l'hôpital a été converti en caserne pour l'infanterie ; il prit le nom de caserne Saint-Léon puis caserne Teulie.

Pendant la dernière Guerre Mondiale, après l'incendie de la ville par les Allemands en juin 1940, plusieurs familles s'installèrent dans la caserne désaffectée.



RUE DES MOUTONS

Intra-muros

La rue des Moutons et la rue du Terreau sont les rues les plus étroites de la ville.

Cette rue des Moutons, nommée ainsi déjà au XVIII^e siècle, tire son nom de la présence de nombreuses étables à moutons qui donnaient sur cette voie. Il faut se souvenir que la rue des Moutons débouchait sur le pargé qui donnera son nom à la place avant qu'elle ne prenne celui des Cordeliers. Dans les temps anciens, les bestiaux de la ville étaient parqués dans cet espace. La proximité des remparts qui permettait, en cas de danger, de mettre les troupeaux à l'abri, et de l'Ingrassin qui coulait à ciel ouvert avait guidé le choix des Toulousains lorsqu'il fallait garder le bétail.

Avant de s'appeler rue des Moutons, elle se nommait rue des Granges dont on devine la signification.

A noter qu'à la fin du XIX^e siècle, le maire de l'époque et un tenancier de maisons closes avaient projeté de construire une semblable maison à l'angle de la rue Pont-Gira-Niva et des Moutons. Cet établissement aurait été réservé aux officiers qui se voyaient interdire l'entrée des autres maisons closes. Le projet n'a pas abouti et les officiers n'eurent pas d'autre choix que de fréquenter le café de la Comédie, rue Gambetta et les actrices et les danseuses du théâtre.



RUE SONAIRE

Intra-muros

Comme la rue de la Boucherie ou la rue des Teinturiers, le nom de cette rue trouve son origine aux sauniers qui faisaient autrefois commerce de sel. Comme bien d'autres noms, celui de « *saulnier* » a évolué pour celui de « *saunaire* » au XIX^e siècle et « *sonaire* » aujourd'hui. Une autre explication porte à croire que « *saunaire* » serait une déformation de sonneuse en raison des nombreuses églises ou maisons religieuses qui se trouvaient à proximité de cette rue.

Si la rue Sonaire ne présente pas un intérêt architectural particulier, en revanche une légende est attachée à cette petite rue. Au VI^e siècle, un dragon semait la terreur sur la ville. De sa gueule enflammée jaillissait une fumée nauséabonde qui provoquait la peste à qui la respirait ; aussi les habitants fuyaient la cité. Sainte Aprône, sœur de l'évêque de Toul saint Evre, qui avait fait vœu de chasteté, résolut de mettre fin aux méfaits du monstre. Après sept jours de jeûne et de prières, la sainte, avec pour toute arme sa quenouille, il est vrai à la pointe d'acier, atteint sept fois le dragon qui tomba sur le mur d'une maison de la rue Sonaire. À la septième pique, le monstre monta au paradis des dragons, s'il en est un ! Certains auteurs, comme l'a écrit l'historien C.F Bataille donnent à ce miracle une expli-



cation rationnelle. En fait le dragon serait la figure d'un « *de ces schismes qui, à cette époque, désolait l'Eglise; les doctrines empoisonnées sont figurées par les ténèbres épaisses et malsaines qui répandaient la mort....enfin la pointe acérée de la quenouille est l'emblème de la persévérance et du raisonnement* ».

À l'angle que forme la rue Sonaire, sept petites ouvertures qui formaient une roue rappelleraient le miracle de sainte Aprône qui terrassa le dragon. Nous ne saurions dire quand ces ouvertures ont disparu ; elles étaient encore visibles à la fin du XIX^e siècle.

RUE MUIDS-DES-BLÉS

Intra-muros

Autrefois les chanoines de Saint-Gengoult entreposaient leurs récoltes de blé dans un grenier appelé la Halotte. Cet entrepôt, qui s'appuyait contre le chevet de la collégiale, place du Marché aux Poissons, était protégé par un mur et c'est dans ce mur que le nom de cette rue trouve l'origine de son ancien nom : rue Mur-des-Blés. Au



XIX^e siècle, sans que l'on puisse avancer une explication, le mot « *mur* » fut remplacé par « *muids* ». D'aucuns ont vu dans « *muids* » non pas une mesure de blé, le muid étant une mesure de liquide, mais une déformation de « *muir* » qui signifierait « *mur* ».

Il y a quelques années, cette place a entièrement été réno-

vée. On peut toutefois regretter qu'au fil des années certaines boutiques adossées aux contreforts de l'église aient perdu de leur cachet d'origine en cédant à un modernisme pas forcément de bon aloi.

En juin 1940, si l'église a été épargnée par l'incendie de la ville, les immeubles de la rue Lafayette à la rue Delattre de

Tassigny ont tous été détruits. Lors de la reconstruction de la ville, la rue Muids-des-blés a retrouvé la même configuration ; en revanche, pour donner plus d'espace à la place du Marché-aux-Poissons, les immeubles de la rue Lafayette à la rue Joseph Carrez ont été construits un peu en retrait.

RUE DE CREIL

Intra-muros

La rue de Creil fut créée dans l'espace laissé libre après la construction des nouveaux remparts au début du XVIII^e siècle. Cette rue porte le nom de Jean-François de Creil-Bournezeau, baron de Brillac, intendant des Trois Évêchés de 1720 à 1754.

Sous son administration et sous la direction de l'architecte Chautan, deux casernes d'infanterie ont été construites de chaque côté de la rue qui débouche sur la porte Moselle. Plus tard, ces casernes seront dénommées caserne du Châtelet et caserne Gouvion-Saint-Cyr. Sur l'emplacement de la caserne Gouvion-Saint-Cyr s'élève aujourd'hui l'école Moselly. La construction des deux casernes a soulagé les habitants de Toul à qui incombait l'obligation de loger les



gens de guerre de passage ou en garnison à Toul. C'est peut-être la raison pour laquelle cette rue fut baptisée du nom de l'intendant de Creil. Durant la Révolution, elle prit le nom de rue du Canal en raison du canal Vauban qui coulait à

ciel ouvert de l'entrée des eaux à la sortie des eaux en longeant le quai Drouas. À la Restauration, la rue reprit son nom d'origine. En juin 1940, le côté nord de la rue a été incendié par les Allemands.

PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

Intra-muros

Avec la construction des nouveaux remparts imaginés par Vauban, la ville se dote de deux grandes places, l'Esplanade (Cours Alsace-Lorraine) et la place Dauphine (place de la République).

C'est en 1739 que la place Dauphine fut baptisée ainsi en hommage au Dauphin, fils de Louis XV. Dès lors cette place va changer de nom au gré des révolutions qui ont secoué la France pendant plus d'un siècle :

1735 / 1790, place Dauphine

1790 / 1804, place de la Fédération

1804 / 1814, place Napoléon

1814 / 1830, place Dauphine

1830 / 12.03.1848, place d'Orléans

1848 à mai 1852, place du Peuple

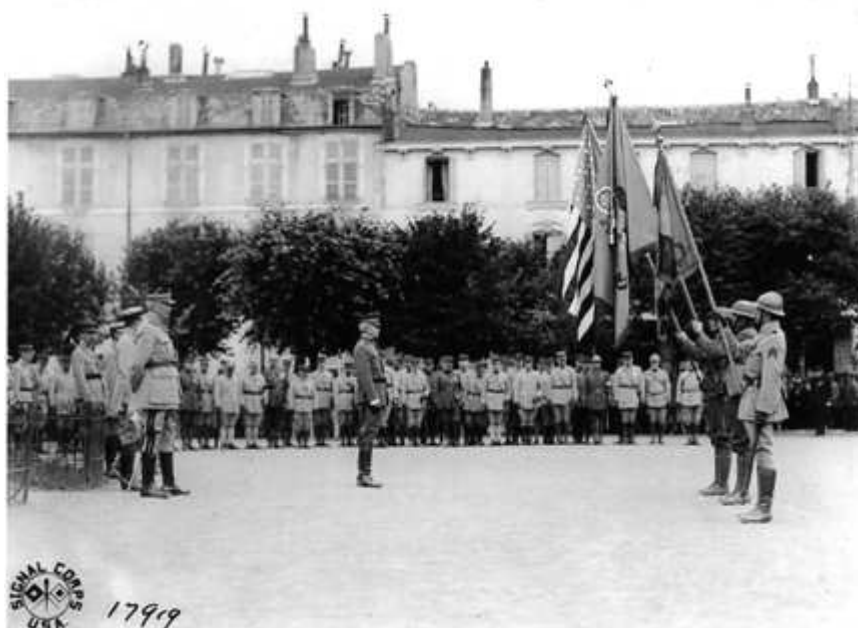
1852 à 1876, place Dauphine

Depuis 1876, place de la République.

Depuis sa création, cette place a été le théâtre d'événements qui ont marqué l'histoire de la cité, nous citerons les plus marquants.

Le 28 février 1790, la municipalité, rassemblée place Dauphine, prête le serment civique devant la garde citoyenne de Toul.

Le 14 juillet de la même année, célébration de la fête de la Fédération place Dauphine. Cette cérémonie devait se dérouler dans la plaine de Dommartin mais la pluie avait contraint les édiles toulousains à se replier place Dauphine, place qui fut renommée ce jour-là, place de la Fédération. A noter que le commandant de la garde nationale de Toul se nommait Bigeard.



14 juillet 1918, le général américain William P. Burnham salue les couleurs...

L'anniversaire de l'exécution de Louis XVI, le 21 janvier 1793, était célébré en France par des manifestations au cours desquelles le peuple et les autorités devaient jurer le serment de « *haine à la royauté et fidélité à la constitution civique* ». Le 14 juillet 1797, lors de la cérémonie à Toul, le général Jean-Baptiste Bernadotte, futur roi de Suède, prête le serment devant la municipalité et les troupes rassemblées place de la Fédération

En février 1848, l'effigie du maire de Toul, Jean-François Croissant qui avait soutenu le ministre Guizot, est brûlée place d'Orléans après avoir été promenée dans les rues de la ville.

4 décembre 1887, inauguration du kiosque de la place de la République sous lequel, jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, les musiques militaires de la

garnison donnaient des concerts chaque semaine.

Autrefois la foire du saint Clou se tenait place de la République. À l'automne et jusqu'en 1939, ce sont les cirques et les théâtres ambulants qui déployaient leurs chapiteaux et leurs tréteaux sur la place. Le plus célèbre, le théâtre Berthier Riga ne comptait pas moins de vingt-quatre voitures, cinq trains sur route et des wagons sur rail pour transporter ses cent quarante tonnes de matériel.

Le 14 juillet 1918, quatre mois avant l'armistice, le général américain William Burnham commandant la 82e division d'infanterie, et le général français Passéga, veillent au commandement des troupes qui défilent place de la République. Dix jours plus tôt, sur la même place, Français et Américains célèbrent l'Indépendance Day. Ils se retrouveront en

février 1919 pour fêter la victoire.

Juin 1940, après avoir résisté pendant cinq jours, Toul est occupée par les Allemands. Dans les jours qui suivent, plusieurs soldats allemands sont tués ; les autorités d'Occupation ordonnent alors au maire de Toul de désigner 20 otages et que tous les hommes de 18 à 45 ans se rassemblent place de la République. Le maire Henri Miller, les deux curés et plusieurs conseillers municipaux se portent volontaires comme otages. Les Toulois répondent massivement aux ordres des Allemands et se rendent sur la place de la République.



Le 10 novembre 1970, la France apprend avec stupeur la mort du général de Gaulle décédé la veille à Colombey-les-Deux-Églises. Trois jours plus tard, le 13 novembre, le conseil municipal réuni à la mairie de Toul, après une minute de silence, écoute le maire de Toul, le docteur Pierre Schmidt proposer pour « *perpétuer la mémoire de l'ancien président de la République* » de donner le nom de Charles de Gaulle au parvis de la cathédrale. A l'unanimité le conseil municipal vote la proposition du maire.

Des centaines de livres ont été consacrés à la vie et à l'œuvre du général de Gaulle. Aussi il serait bien présomptueux de rédiger, dans ces colonnes, une énième biographie de l'homme du 18 juin. Nous nous contenterons d'évoquer les deux visites que fit le général de

Malheureusement, à 17 heures, plusieurs obus éclatent faisant 11 morts et des dizaines de blessés. Aujourd'hui, il est avéré que les obus ont été tirés par des soldats français.

1941, des baraquements en bois sont installés tout autour de la place de la République pour remplacer les immeubles et les commerces qui ont été incendiés en juin 1940.

1964, démontage du kiosque pour gagner une dizaine de places de parking...

1987, l'association Toul en Fête présente devant des milliers

Gaulle à Toul, le 25 septembre 1944 et le 30 juin 1960.

Le 2 septembre 1944, les Forces Françaises de l'Intérieur et les éléments de la troisième armée du général Patton libèrent enfin la ville de Toul de l'occupation allemande. La ville de Nancy devra attendre le 19 septembre pour être libérée. Six jours plus tard, le 25 septembre, le général de Gaulle se rend à Nancy. Mais avant de se rendre dans la capitale de la Lorraine, le chef de la France Libre atterrit sur le terrain d'aviation de la Croix-de-Metz à Toul. « *Quelques rares privilégiés avaient pu entrevoir, à distance, votre silhouette sur le terrain d'aviation* » rappellera le docteur Schmidt, maire de Toul, 17 ans plus tard dans son allocution de bienvenue au Président de la République lors de sa visite à Toul. Après une brève visite à la mairie de Toul, le général prend la route pour Nancy. Les résistants toulois et les FFI, étaient absents car ils étaient tous à Nancy, place Stanislas, pour acclamer le chef de la France Libre.

de spectateurs « *La machine à remonter le temps* ». Cinq cents figurants, vingt-cinq associations prêtent leur concours à la deuxième édition des Fêtes Renaissance.

En 1998, le 15^e régiment du Génie de l'air, pour la dernière fois, organise une prise d'armes et propose une évocation de l'histoire de ce régiment avant la dissolution.

Aujourd'hui, avec la construction du parking, il n'est plus possible d'organiser de grandes manifestations place de la République. Le marché hebdomadaire et la prise d'armes du 14 juillet ont, seuls, pu être sauvés.

Quatre mois plus tôt presque jour pour jour, le 26 mai c'est le maréchal Pétain que les Nancéiens accueillent place Stanislas. Le chef de l'État Français fit également un arrêt à Toul où il déposa une gerbe au monument aux morts. En août de la même année, Pierre Laval, chef du Gouvernement qui se rendait à l'asile de Maréville à Laxou pour rencontrer Édouard Herriot, interné depuis 1943, ne s'arrêta pas à Toul. En revanche, sa voiture fut la cible de coups de feu à la hauteur de Dommartin-lès-Toul.

Visite du général de Gaulle à Toul le 30 juin 1961.

L'annonce de la visite du Président de la République posa quelques soucis d'organisation à la municipalité. Aussi lors de la séance du 19 juin 1961, le maire, le docteur Schmidt, demande à l'assemblée municipale de l'autoriser à effectuer des travaux d'embellissement pour la visite du Président de la République. En douze jours, un revêtement devra être posé sur une

partie du sol de la cour de l'hôtel de ville, la façade de la salle des adjudications sera repeinte, on construira un podium attenant à la même salle sur le parvis de la cathédrale, confectionnera un livre d'or et une fenêtre sera aménagée en démontant la partie haute pour permettre au général d'accéder au podium sans qu'il lui soit besoin de courber la tête. Le général de Gaulle affichait 1,93 m sous la toise.

Le jour J c'est-à-dire le 30 juin, vers 14 heures, les balayeu-ses-arroseuses de l'armée sillonnent les rues que le cortège présidentiel empruntera : la rue de la République, la place des Trois Evêchés, les rues docteur Chapuis, Michâtel, de Rigny et le parvis de la Cathédrale. Toutes les rues et places où doit passer le cortège ont été pavoisées aux couleurs nationales et de la Lorraine. Au pied de la cathédrale, appuyé contre la salle des Adjudications, un magnifique podium réalisé en partie en tôle de verre rouge surmonté d'un auvent. Ce podium, confectionné par les services de la Ville suscita l'admiration des CRS qui accompagnaient le général de Gaulle. A l'unanimité, lit-on dans la presse locale, les CRS déclarèrent que ce podium était le plus joli qu'ils aient vu au cours des derniers voyages du Président de la République.

Pour la sécurité et pour assurer le service d'ordre, trois compagnies de CRS, soit 420 hommes, ont été mobilisés. L'armée est bien évidemment présente. Dans la rue de Rigny où je me tiens avec une caméra 8 mm, deux rangées de militaires sont en place depuis plus d'une heure. La chaleur est accablante, deux ou trois militaires sont pris de malaise.



**Salle des Adjudications :
Le maire de Toul, Pierre Schmidt, accueille le général de Gaulle**

Les gérants de l'hôtel restaurant à *la Providence*, rue de Rigny, -aujourd'hui un magasin d'électroménager- ont reçu la consigne d'interdire l'accès aux fenêtres des chambres de l'hôtel, consigne qui ne fut pas respectée. Un client, arrivé quelques jours plus tôt, fut conduit le matin du 30 juin dans un village loin de Toul. D'autres personnes subirent cet éloignement forcé, les autorités voulaient éviter tout risque d'attentat.

L'arrivée du président de la République était prévue à 19 heures. C'est vers 19 h 45 que le cortège présidentiel fait son entrée par la porte Moselle. Une forte clameur ponctuée de « *Vive de Gaulle* » nous parvient de la rue Michâtel à la rue de Rigny. Tous les regards se portent dans le bas de la rue, sauf les militaires qui regardent droit devant eux et présentent les armes. Précédé par des motards, le général, debout dans une voiture décapotable, salue la foule d'une façon

un peu mécanique ; la voiture présidentielle disparaît dans la cour de l'hôtel de ville.

Rapidement, une rumeur qui s'avérera exacte, se répand dans la ville : il y a eu un incident place des Trois Evêchés. Une banderole portant l'inscription « *trahison* » a été effectivement déployée entre deux fenêtres. L'auteur de cette *farce* serait le directeur de la banque de France qui a été arrêté et conduit dans un panier à salade. Toujours selon la rumeur, un premier cortège précédait celui dans lequel se trouvait le général de Gaulle. Les CRS auraient eu le temps de retirer la banderole après avoir défoncé la porte, évitant au Président de la voir.

Dans la cour de l'hôtel de ville, le docteur Schmidt, maire de Toul, accueille le général ; deux enfants récitent un compliment et offrent un bouquet de fleurs au Président de la République. Dans la

salle des Adjudications, le maire présente les personnalités : le conseil municipal, les directeurs des services de la Ville, les présidents d'associations patriotiques, les chefs de corps et quelques notables dont un ancien maire, Henri Miller. Le maire prononce quelques mots de bienvenue et ose même une recommandation au chef de l'Etat. Évoquant la jeunesse, le maire suggère : « *Il ne faut pas la décevoir et œuvrer farouchement pour l'épanouissement de cette France nouvelle où les vieux mots de liberté, égalité, fraternité, ne doivent pas être vides de sens...* ». Après quoi le maire remet au Président un vase des verriers de Vannes-le-Châtel.

Le général prononça quelques mots de remerciement à l'adresse du maire de Toul et signa le livre d'or. Seule la signature du Président de la République figure

sur la première page du livre d'or. Certains ont vu dans l'absence de dédicace, un mouvement d'humeur du général après avoir eu connaissance de l'incident de la place des Trois-Évêchés.

Après ce premier discours, le président, comme il était prévu, se reposa quelques instants avant de franchir la fenêtre qui conduit au podium. L'apparition du général de Gaulle est saluée par une immense clameur. Au pied de l'estrade, cinq cents enfants des écoles agitent des drapeaux. Les maires des cantons, les associations patriotiques, les scouts et tous les corps constitués, bénéficient d'un endroit réservé sur la place. Le général, après avoir approuvé la transformation industrielle et agricole du Toulais, dit sa réprobation sur les troubles organisés dans le pays par les cultivateurs puis justifie la décolonisation liée au pro-

blème algérien. Chaque phrase est martelée par des coups de poings sur le rebord du podium. A noter que, sous l'estrade, deux agents de la Ville dont Jean Bondon assuraient la sécurité en interdisant l'accès. A la fin de son intervention, le général fut pris d'une quinte de toux ce qui ne l'empêcha nullement d'entonner la Marseillaise reprise par la foule. Après quoi, le général regagna sa voiture et reprit la même route en sens inverse. A l'arrivée du général, je n'avais pas eu le réflexe de déclencher ma caméra ; heureusement, lors du deuxième passage du Président de la République rue de Rigny, une légère pression sur le poussoir de ma caméra m'a permis de fixer sur la pellicule pendant 17 secondes le général de Gaulle toujours debout saluant la foule.

RUE PAUL KELLER

Intra-muros

Novembre 1944, deux mois après la libération de Toul, la Délégation Spéciale qui fait office de conseil municipal, présidée par le docteur Schmidt, vote une délibération donnant le nom de Paul Keller à la voie publique dénommée rue du Manège.

Paul Keller est né le 20 juin 1887 à Blainville-sur-l'Eau de parents alsaciens qui avaient quitté la région de Strasbourg pour rester Français. Après de bonnes études, il entre comme clerc chez maître Moutillard, notaire à Blainville-sur-l'Eau.



Le 6 juin 1907, il s'engage pour trois ans au 45^e régiment d'infanterie de Laon. Rendu à la vie civile en août 1910, il entre à

l'étude de maître Dauphin, notaire à Toul. Il se marie en 1911 et son fils Pierre naîtra en 1913. Mobilisé en 1914 au 167^e régiment d'infanterie, régiment des « *Loups du Bois-le-Prêtre* », il participera à toutes les campagnes de cette unité. Blessé trois fois, titulaire de quatre citations, de la Croix de Guerre et de la Légion d'Honneur, il est démobilisé en mars 1919 et reprend son poste à l'étude de maître Dauphin à qui il succédera en 1926. Élu conseiller en 1930, il sera maintenu à son poste par le préfet le 3 mai 1941. En 1939 il est mobilisé avec le grade de lieutenant.

Paul Keller n'accepte pas la défaite ; ses convictions et les valeurs qu'il défend le poussent à la résistance. Il contacte monsieur

Pieter, cheminot, qui accepte de l'aider à permettre à des évadés et des jeunes de gagner Paris ou Londres. Madame Mhi, dont le café se trouvait à proximité de la gare de Toul, apporte son concours aux deux hommes. Toutes les personnes étaient acheminées à Toul et au-delà, par le « *réseau Hector* » au service duquel Paul Keller s'était engagé en 1940.

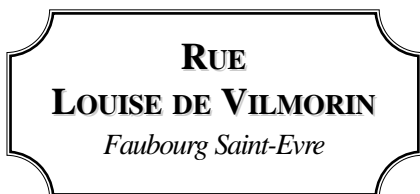
Début juin 1941, quatre jeunes hommes désirant rallier l'armée de la France Libre et qui

avaient transité par Toul et Paris avec l'aide des membres du réseau se font arrêter par la Gestapo qui leur fait avouer celles ou ceux qui les avaient aidés. Paul Keller est arrêté le 21 juin 1941 à son étude, 5 place de la République, madame Mhi, à son café, le même jour, monsieur Pieter, le 30 juin. D'autres arrestations ont lieu dans les Ardennes.

Dès son arrestation, Paul Keller est incarcéré à la prison Charles III de Nancy. Le 22 août, il

est transféré à la prison du Cherche-Midi à Paris. Début octobre, s'ouvre le procès à l'hôtel Crillon ; le 11, il est condamné à mort. Malgré de nombreuses interventions, sa grâce est refusée par le général Von Stulpnagel. Le 24 octobre 1941, à 15 heures, au Mont Valérien, il meurt pour la France, fusillé par les Allemands. Son corps a été ramené à Toul où il est inhumé le 6 juin 1947.

NOUVELLES RUES SUR LE SITE DE L'ANCIEN HÔPITAL GAMA



Femme de lettres, Louise Lévêque de Vilmorin est née le 4 avril 1902 à Verrières-le-Buisson dans le château de sa famille, les célèbres grainetiers. En 1934, elle publie son premier roman *Sainte une fois*. Le succès de ce livre l'introduit dans les milieux littéraires et mondains de la capitale. D'autres ouvrages, romans et poèmes, connaîtront un succès identique. En 1955, Louise de Vilmorin est « *Grand Prix Littéraire de Monaco* ». Plusieurs de ses romans seront adaptés au cinéma et à la télévision : *Le lit à colonnes*, *Amélie ou le temps d'aimer* et *Madame de ...* mis en scène par Max Ophuls en 1953 pour n'en citer que quelques-uns.

Il y a quelques années, un hebdomadaire à scandales a publié *Les hommes qui ont partagé sa vie*. Nous nous interdisons semblable pratique. Nous dirons simplement que cette femme libre, romanesque, drôle et d'une grande beauté a beaucoup aimé. N'a-t-elle pas écrit « *En amour, il ne s'agit pas d'aimer mais de pré-*



féer ». A la fin de sa vie, à 65 ans, deux ans avant son décès, elle va vivre une folle passion avec André Malraux. Ce qu'elle a cherché toute sa vie, elle l'a peut-être trouvé avec le grand écrivain.

Louise de Vilmorin est morte le 26 décembre 1969 ; elle est enterrée dans le parc de sa propriété. André Malraux vivra dans cette demeure jusqu'à sa mort, le 23 novembre 1976, avec la nièce de Louise de Vilmorin.

RUE LUCIE AUBRAC

Faubourg Saint-Evre

Lucie Aubrac, de son vrai nom Lucie Bernard, est née le 29 juin 1912 à Mâcon, de parents viticulteurs bourguignons. Après de brillantes études, à 17 ans elle réussit le concours à l'École Normale mais elle préfère monter à Paris où elle travaille comme plongeuse dans un restaurant plutôt que de se plier au règlement de l'École Normale.

Dans la capitale, elle fréquente des jeunes militants communistes. En 1936, elle se rend à Berlin à l'occasion des jeux olympiques. Ce qu'elle voit dans la capitale allemande ne fait que conforter ce que lui avaient rapporté à Paris des réfugiés Hongrois, Polonais, Roumains et même Allemands sur les menaces que faisait courir Hitler aux juifs et à la paix.

En 1938, après avoir suivi des études à la Sorbonne, elle décroche l'agrégation d'histoire. À Strasbourg où elle est nommée, elle rencontre celui qui deviendra son mari, Raymond Samuel.

En août 1940 elle organise l'évasion de son mari, prisonnier de guerre à Sarrebourg. En octobre de la même année, alors que Lucie est réfugiée en zone libre avec son mari, elle rencontre Emmanuel d'Astier de la Vigerie qui vient de créer une des premières organisations de résistance baptisée « La Dernière Colonne ». Cette rencontre est décisive. Lucie s'engage dans la Résistance. En 1942, enseignante au lycée de jeunes filles



Edgar Quinet à Lyon, elle dirige un corps franc qui organise des évactions. Son mari, Raymond, qui a pris le pseudonyme de « *Aubrac* » est arrêté le 15 juin 1943 ; il est relâché le jour même. Six jours plus tard, il est de nouveau arrêté à Caluire par Klaus Barbie chez le docteur Frédéric Dugoujon lors d'une réunion où sont présents Jean Moulin, les colonels Lacaze et Schwartzeld, Aubry, Brunot Larat, Lassagne et René Hardy. Ce dernier a réussi à s'échapper pendant l'arrestation ce qui le rendra suspect de trahison.

Raymond Aubrac est emprisonné à la prison de Montluc à Lyon. Après avoir déjà fait évader quatre résistants, Lucie imagine un plan pour soustraire son mari aux mains de la Gestapo dirigée par le sinistre Barbie. Elle sollicite un rendez-vous auprès de Barbie. Lors de l'entretien qu'il lui accorde, elle lui dit qu'elle est enceinte et que son fiancé est détenu par la Gestapo. Elle demande une visite et, comme la loi le permet, d'être mariée au père de son enfant à naître. Barbie consent et, au cours d'une visite à son « *fiancé* » en réalité son mari,

elle réussit à lui expliquer son plan d'évasion. Jules Berri a tiré un film en 1997 de cet épisode, Carole Bouquet tenait le rôle de Lucie.

Comme elle l'avait prévu dans le plan d'évasion, lors du transfert de 14 résistants dont Raymond Aubrac, le convoi est attaqué par un commando de résistants. Lucie fait partie du commando ; les prisonniers sont libérés et plusieurs Allemands sont tués.

Pour la deuxième fois Lucie permet à son mari de retrouver la liberté. Ne pouvant plus rester en France, le couple gagne Londres avec leur fils, le 8 janvier 1944. Quatre jours après, Lucie donne naissance à une petite fille Catherine. La maman, sur ce point, n'avait pas abusé le tortionnaire Barbie !

À la Libération, Lucie siège à l'Assemblée Consultative à Paris où elle représente le mouvement de la Libération Nationale. Elle fut également membre du jury de la Haute Cour lors du procès du maréchal Pétain.

N'envisageant pas une carrière politique, Lucie Aubrac reprend son métier d'enseignante ce qui ne l'empêchera pas de militer toute sa vie en faveur des droits de l'Homme. Elle luttera contre la banalisation de l'antisémitisme et témoignera, dans les établissements scolaires, sur son engagement dans la Résistance. Lucie Aubrac a publié plusieurs ouvrages autobiographiques : *Ils partiront dans l'ivresse* en 1984, *Cette exigence de liberté* en 1997 et, en 2000, *La Résistance expliquée à mes petits-enfants*.

Lucie Aubrac est décédée le 14 mars 2007 ; elle avait 94 ans. Quelques semaines avant son

décès, elle a signé un manifeste contre le CPE (contrat premier embauche). Les obsèques de Lucie Aubrac se sont déroulées aux Invalides en présence du Président de la République, Jacques Chirac,

RUE LÉON JOUHAUX

Faubourg Saint-Evre

La municipalité de Toul, lors de sa séance du 2 juillet 2008, a souhaité, en donnant le nom de Léon Jouhaux à une rue, honorer une grande figure du syndicalisme et prix Nobel de la Paix de 1951.

Léon Jouhaux est né à Paris le 1^{er} juillet 1879. A onze ans, il quitte l'école communale pour travailler dans une usine d'allumettes. À seize ans, il adhère au syndicat ouvrier de son usine. Dès lors, il va consacrer sa vie au syndicalisme. En 1909, il devient secrétaire général de la C.G.T. Se référant à la charte d'Amiens élaborée en 1906, il milite pour un syndicat indépendant vis à vis des partis politiques, de l'Eglise et de l'Etat. A vingt ans, Léon Jouhaux effectue son service militaire en Algérie ; il est de retour en France après l'accident survenu à son père qui perd la vue en manipulant du phosphore blanc.

Le 4 août 1914, lors des obsèques de Jean Jaurès qui a été assassiné le 31 juillet, Jouhaux prononce un discours dans lequel il affirme : « *Au nom de ceux qui vont partir dont je suis, je crie devant ce cercueil que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand* ». L'Allemagne avait déclaré la guerre à la France le 3 août.

de nombreux ministres et de chefs de partis politiques.

Depuis, un mouvement se fait jour pour réclamer que ses cendres soient transférées au Panthéon. Ce serait justice que



Après la Première Guerre Mondiale, Léon Jouhaux présente un projet de Conseil National Économique et Social. La Constitution de 1946 donnera un statut constitutionnel au Conseil Économique et Social. Léon Jouhaux présidera le CES de 1947 jusqu'à sa mort en 1954.

Après la défaite de 1940, Léon Jouhaux est mis sous résidence par le régime de Vichy. En 1942, il est arrêté par les Allemands. Cinq mois plus tard, il est interné à Buchenwald où il retrouve Léon Blum, Edouard Daladier et le général Gamelin. Le 1^{er} mai 1943, les détenus sont transférés au château d'Itter. Augusta Bruchlen, future compagne de Jouhaux, Paul Reynaud, Albert Lebrun, le général Weygand et d'autres personnalités sont également envoyés au château d'Itter. Ils seront tous libérés en mai 1945 par les troupes alliées.

cette grande figure de la Résistance repose auprès de Jean Moulin qui paya de sa vie son engagement pour la liberté.

Après la guerre, Léon Jouhaux dirige collégialement la C.G.T avec Benoît Frachon mais, devant la mainmise du parti communiste sur le syndicat, Léon Jouhaux démissionne en 1948 et fonde la CGT-FO avec Robert Bothereau. A la même époque, il est élu vice-président de la Confédération Internationale des syndicats libres et délégué à l'ONU.

Léon Jouhaux a publié plusieurs ouvrages : *Les travailleurs devant la paix* en 1918; *Le syndicalisme et la C.G.T* en 1920, *L'Organisation internationale du travail* en 1921, *Le mouvement syndical en France* en 1931, *Le syndicalisme, ce qu'il est, ce qu'il doit être* en 1937, *La C.G.T ce qu'elle est, ce qu'elle veut* en 1937, *La C.G.T et le Front Populaire* en 1939.

Léon Jouhaux est décédé le 28 avril 1954 à Paris.



L. Jouhaux, secrétaire général de la CGT de 1909 à 1947

**RUE MAURICE
KRIEGEL-VALRIMONT**
Faubourg Saint-Evre



Invité le 17 mai 2005 par le lycée Camille Claudel, Maurice Kriegel-Valrimont, est reçu, le même jour, à l'hôtel de ville de Toul par le maire de Toul et la municipalité qui le font citoyen d'honneur et lui remettent la médaille de la Ville. Il était donc légitime de donner le nom de ce grand résistant à une rue de Toul.

Maurice Kriegel-Valrimont retrouve deux de ses anciens camarades, Georges Mansuy et Charles Balandier qui ne pourront retenir leurs larmes. Soixante ans ont passé mais les souvenirs demeurent intacts. Un fauteuil avait été prévu pour l'invité de la ville qui avait pris le train tôt le matin à Paris. Il le dédaigne et écoute les discours sans manifester le moindre signe de fatigue malgré ses 91 ans et la journée est loin d'être finie. À midi, il préside un repas et ensuite il va à la rencontre des élèves du lycée Camille Claudel avant de retourner à Paris.

À la mairie, Nicole Feidt, maire de Toul, salue le grand résis-



tant et l'humaniste : « *Votre action témoigne de votre combat en faveur d'une société plus juste et plus solidaire. Vous avez toujours exprimé votre soif de changement et de progrès social, en restant fidèle à vos idéaux.* »

La sous-préfète de Toul, madame Corinne Chauvin, conclut son intervention par ces mots : « *Vos qualités ont été démultipliées à l'époque de la Résistance. Vous êtes le trait d'union, le lien entre cette période de notre histoire récente et la jeune génération* ».

L'après-midi au lycée Camille Claudel, Maurice Kriegel-Valrimont fera partager aux élèves captivés son vécu d'une vie exemplaire. Évoquant son engagement dans la Résistance il dira : « *Si je n'avais pas refusé la situation, je n'aurais plus tout à fait été dans l'humanité. Si je suis venu vous raconter, c'est pour éviter que les jeunes générations ne laissent de tels personnages agir* ». Il faisait allusion, bien évidemment, à Hitler et à tous ceux qui se réclament de cette idéologie qui a conduit vingt millions de personnes vers la mort, lors de la dernière guerre mondiale.

Maurice Kriegel-Valrimont est né à Strasbourg le 14 mai 1914.

Après des études de droit, il travaille dans une compagnie d'assurances à Paris. Dès 1934, il est engagé dans la lutte antifasciste et milite à la CGT et aux jeunesses communistes. En 1936, il participe au Front Populaire. Après l'armistice de 1940, son opposition au régime de Vichy le contraint à la clandestinité. Il sera néanmoins arrêté mais réussira à s'évader. Sitôt la liberté retrouvée, Maurice Kriegel participe à la création du Mouvement Uni de la Résistance (MUR). En 1942, il se voit confier, par Raymond Aubrac, l'organisation de la branche militaire du mouvement libération en zone sud. En 1944, avec Pierre Villon et Jean Voguë, il dirige le comité d'action militaire créé par le Conseil National de la Résistance. Le 25 août 1944, avec Rol-Tanguy et le général Leclerc, il reçoit la reddition du général Von Choltitz, commandant de la garnison allemande de Paris. C'est Maurice Kriegel-Valrimont qui impose la signature de Rol-Tanguy sur l'acte de reddition. Quand le général de Gaulle prend connaissance du document, il le reproche vivement à Leclerc qui était, en qualité de représentant du chef de la France Libre, le seul

habilité à signer l'acte de capitulation. Est-ce la raison pour laquelle Maurice Kriegel-Valrimont ne fut pas Compagnon de la Libération ? Il y a tout lieu de le croire. Pardoner n'était pas une des qualités premières du général de Gaulle.

Après la guerre, Kriegel-Valrimont est membre de l'Assemblée Consultative ; parallèlement, il prend la direction du journal « *Action* » où collaborent Claude Roy, Roger Vaillant et Vercors. Homme de gauche, il œuvre à faire appliquer le programme du Conseil National de la Résistance d'où naîtra la sécurité sociale.

En 1946, il est élu député de la Meurthe-et-Moselle. L'abbé Pierre est également élu du même département mais pas sur la même liste. Toujours en 1946, il est nommé vice-président de la Haute Cour de Justice qui jugera les dirigeants collaborationnistes.

En octobre 1947, il prend part aux manifestations organisées par le parti communiste et les syndicats pour s'opposer à la livraison de sucre à l'Allemagne. Pendant 12 jours, deux péniches sont bloquées à Frouard. Il faudra l'intervention d'un millier de CRS pour que les péniches arrivent à Toul et que les sacs de sucre soient transportés à la

caserne Fabvier à Erouves avant de prendre la direction de l'Allemagne. 150 camions transporteront outre-Rhin la denrée qui fait tellement défaut aux Français. Le jour du transbordement, des centaines de personnes manifestent à Toul. Maurice Kriegel, député de Meurthe-et-Moselle, prend la parole au monument aux morts, invite les CRS à venir l'écouter et dénonce les mensonges de Daladier, chef du Gouvernement, qui s'était engagé sur la question du sucre pour l'Allemagne. Le député exhortera les Toulousiens « *qui ont tant souffert de la guerre et de l'occupation allemande à protester énergiquement contre les mesures des forces employées* ». L'abbé Pierre, lui aussi, député de Meurthe-et-Moselle, dans un communiqué, demandera au gouvernement « *quelles mesures il compte prendre, pour que les éléments de la Nation sur qui pèse le plus lourd fardeau du travail et de la pénurie, cessent d'avoir raison de se juger sacrifiés* ».

En 1947, à la demande de Maurice Thorez, secrétaire du parti communiste, Maurice Kriegel-Valrimont intègre le comité central du PC. Au parti communiste, Maurice Kriegel-Valrimont a en charge le bureau de presse. En

1952, il vote pour l'exclusion du PC de Charles Tillon et d'André Marty. Dans ses mémoires, il reconnaîtra l'erreur de ce vote : « *Quand je me pose la question sur ma vie, c'est le seul point noir où je ne me trouve pas d'excuses* ». Neuf ans plus tard, il est lui aussi exclu de la direction du PC. Maurice Kriegel s'appuyait sur le rapport de Khrouchtchev pour dénoncer les crimes de Staline alors que les dirigeants du PC refusaient de reconnaître l'existence de ce rapport. En vain, Maurice Kriegel-Valrimont soutiendra Pierre Juquin dans sa tentative de rénovation du parti communiste.

Trente-six ans après avoir été exclu du PC, Kriegel-Valrimont est réhabilité par la direction du PC et, deux ans plus tard en 1999, il accepte, à la demande de Robert Hue, secrétaire du parti communiste, de figurer sur la liste du PC pour les élections européennes, il a 85 ans.

Maurice Kriegel-Valrimont est décédé à Paris le 2 août 2006 ; un mois plus tard, le conseil municipal de Paris décide de donner son nom au square de Clignancourt où il vécut.

**L'auteur remercie pour leur aimable collaboration :
Suzanne BONDANT, Jean BONDOIS,
Gérard GALLOIS, Jean LOHNER,
Paul KELLER, petit-fils homonyme, et Jules PALNIERI.**